Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 44 (2017)
Heft: 1

Artikel: Les centrales nucléaires peuvent poursuivre leurs activités
Autor: Müller, Jürg
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912328

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les centrales nucléaires peuvent poursuivre leurs activités

Le 27 novembre, le peuple suisse a rejeté l'initiative des Verts pour la sortie du nucléaire. L'abandon du nucléaire est toutefois en ligne de mire.

JÜRG MÜLLER

L'onde de choc provoquée par la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 est oubliée. En refusant clairement l'initiative des Verts en faveur de la sortie du nucléaire par 54,2 % des voix, le peuple suisse ne veut manifestement rien savoir d'une sortie rapide du nucléaire. Seuls les quatre cantons romands de Genève, Vaud, Neuchâtel et du Jura ainsi que les deux demi-cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne ont accepté l'initiative. Depuis 1979, la Suisse a déjà été appelée à se prononcer huit fois sur des objets ayant trait à l'énergie nucléaire. Et le peuple a toujours adopté une position favorable au nucléaire, à une exception près: en 1990, il a accepté un moratoire de dix ans sur la construction de nouvelles centrales.

Les centrales nucléaires suisses peuvent poursuivre leurs activités pour l'instant – à l'image de la centrale de Leibstadt (AG).
Photo Keystone

Cependant, cette fois-ci, l'enjeu était global. Les Verts demandaient l'interdiction de toute nouvelle centrale nucléaire mais aussi la désactivation des cinq réacteurs suisses d'ici 2029 au plus tard. Ainsi, trois centrales auraient dû cesser leurs activités en 2017 déjà. Les auteurs de l'initiative ont surtout avancé comme argument les conséquences désastreuses d'un grave accident nucléaire sur un territoire aussi densément peuplé que la Suisse. Après tout, les plus vieux réacteurs au monde se trouvent en Suisse. De plus, le principe de la sortie du nucléaire est ancré dans la Stratégie énergétique 2050; seul un calendrier convenable ferait encore défaut. Enfin, la sécurité de l'approvisionnement serait garantie grâce aux énergies renouvelables (soleil, eau, vent, biomasse) et, à court terme, grâce aux importations de courant.

Craintes autour de la sécurité de l'approvisionnement

C'est ce point qui a été mis en avant par les opposants, financièrement très solides. Au cours de la campagne, ils sont parvenus à saper la confiance dans une initiative initialement bien positionnée dans les sondages. Ils ont déclaré que le calendrier de l'initiative était beaucoup trop ambitieux et ont épinglé la sécurité de l'approvisionnement, notamment les retards de livraison et les pannes liées principalement à la surcharge de l'infrastructure de réseau. De surcroît, ils ont expliqué que l'initiative induisait une dépendance vis-à-vis de l'étranger et, en particulier, l'importation d'énergies sales (charbon et nucléaire).

Les coûts d'un abandon prématuré du nucléaire ont aussi été au cœur d'un débat animé. Pour sa part, le Conseil fédéral s'attendait déjà à des indemnités élevées réclamées par les exploitants de centrales nucléaires. Or durant la campagne, ceux-ci ont encore relevé leurs exigences: le groupe énergétique Axpo a articulé des indemnités dépassant les quatre milliards de francs uniquement pour les sites de Beznau et Leibstadt.

Variante «light» à la sortie du nucléaire

Les opposants à l'initiative ont brandi un autre argument: la Stratégie énergétique 2015 adoptée par le Parlement en automne dernier. Il s'agirait en quelque sorte d'une contre-proposition indirecte à l'initiative, autrement dit d'une variante «light» à la sortie du nucléaire. La construction de nouvelles centrales est également interdite, mais les centrales existantes peuvent poursuivre leurs activités aussi longtemps que l'autorité de surveillance les considère comme sûres. La Stratégie énergétique 2050 comporte en outre un catalogue complet de mesures devant permettre d'accroître l'efficacité énergétique et de développer les énergies renouvelables.

Le quotidien bernois «Der Bund» estime que le non à l'initiative n'équivaut pas à un abandon de la sortie du nucléaire. Car, lors de la campagne, la question n'était pas de savoir s'il fallait négocier le tournant énergétique mais comment le négocier. Pour la «Neue Zürcher Zeitung», le non à l'initiative s'apparente à un témoignage de confiance de premier ordre mais investit aussi la Berne fédérale d'une mission: entamer le tournant énergétique et se détourner du nucléaire, sans pannes et de manière économiquement supportable.

L'UDC voit les choses d'un autre œil: le parti a lancé le référendum contre la Stratégie énergétique 2050 car il ne souhaite pas de tournant énergétique piloté par l'État, une pratique qu'il taxe d'«économie planifiée». Selon lui, seul le marché doit décider. Il est donc probable que le peuple soit bientôt amené à se prononcer une nouvelle fois sur la question.